Le 17 septembre 2019

Communiqué de presse de Céline BRULIN, sénatrice de Seine-Maritime, Sébastien JUMEL, Jean-Paul LECOQ, Hubert WULFRANC, députés de Seine-Maritime

Trains normands : nous demandons une évaluation, un débat et une concertation au terme d'un an d'expérimentation

Dès que les nouveaux horaires des trains normands applicables début 2020 ont fuité dans la presse cet été, les quatre parlementaires communistes normands, Céline Brulin, sénatrice, Sébastien Jumel, Jean-Paul Lecoq et Hubert Wulfranc, députés de Seine-Maritime, ont demandé rendez-vous au président de la Région Normandie pour évoquer les nombreux problèmes liés à cette refonte complète de la grille.

Cette rencontre avec Hervé Morin a eu lieu ce matin.

La veille, deux associations d'usagers ont annoncé avoir obtenu de la Région et de la SNCF un aménagement d'horaire pour le premier direct Rouen-Paris utilisé quotidiennement par les navetteurs -actuellement à 6h26- qu'il était envisagé d'avancer d'une ½ heure, ce qui aurait dégradé les matins de ceux qui se lèvent tôt. Grâce à un échange de sillon avec le Caen-Paris, les voyageurs qui partent de Rouen ont ainsi regagné 15 à 20 minutes, si cette disposition - qui ne règle pas les problèmes d'horaires de ceux qui partent du Havre et des gares entre le Havre et Rouen - se confirme. Autre acquis, l'obligation de réservation ne devrait pas s'appliquer aux abonnés. Les quatre parlementaires saluent ce premier geste qui montre en creux que la mise en œuvre d'une nouvelle grille, si elle doit tenir compte des possibilités physiques du réseau, ne saurait se concevoir sans prendre en compte les attentes des utilisateurs du rail et l'expertise des cheminots.

Mais ce premier geste demeure largement insuffisant. Des problèmes, nombreux, de trains supprimés aux heures de pointe à l'image du Paris-Rouen de 17h23, de gares où l'affluence s'accroît comme celles de Breauté-Beuzeville et Yvetot moins bien desservies, de correspondances supprimées, de guichets fermés à Serqueux et ailleurs, de capacité des trains en circulation, demeurent posés dans le nouveau schéma. Hervé Morin s'est engagé à les examiner. « Nous en prenons acte, comme nous le faisons pour la remise en service d'un direct Dieppe/Paris le week-end

revendiquée de longue date. Cela montre que la réactivité des voyageurs, leur mobilisation, le soutien des cheminots et le relais actif des élus permettent de faire bouger quelque peu les lignes », relèvent les quatre parlementaires.

Pour le reste, le Président Morin, qui avait annoncé avant tout le monde au début de son mandat qu'il reprenait à l'Etat les commandes des Intercités pour améliorer le quotidien ferroviaire des Normands, n'a pas fait la démonstration que ce choix profitera de manière équitable à tous les habitants de notre Région, et qu'il permettra un renforcement du recours au train pour répondre aux enjeux climatiques. L'analyse montre que les 19% de train supplémentaires revendiqués ne sont pas également répartis, que cette augmentation profite principalement aux grandes villes, que des correspondances disparaissent dans le nouveau schéma qui fragilisent l'avenir de petites ou moyennes gares déjà touchées par les fermetures de guichet ce qui constitue un recul du service public, que pour les voyageurs renvoyés vers les grandes gares et qui seront pour cela contraints de recourir à leur voiture se pose déjà la question de la disponibilité du stationnement et de son coût dans ces gares. La Région se refuse également à réfléchir au développement de l'offre ferroviaire dans les grandes agglomérations alors que l'impératif climatique commanderait qu'on développe ce mode de transport.

Le schéma normand acte le morcellement du réseau et le renforcement de la logique de rentabilité au détriment de celle de service public organisés par la loi Pacte ferroviaire de Macron. Il se fait au détriment du réseau TER.

« Nous avons dit au président Morin que nous souhaitions qu'après un an d'expérience, dès la fin de l'année 2020, les nouvelles modalités d'organisation puissent faire l'objet d'une évaluation, d'un débat et d'une concertation avec les usagers. Nous sollicitons également que toutes les observations des voyageurs découlant de la nouvelle grille et du schéma qui mettent le doigt sur une difficulté objective (suppression d'une correspondance, fermeture d'un accueil en gare…) puissent être prises en compte avec la même attention qu'il s'agisse d'une demande venant de Caen, Rouen, Vernon, Argentan, Le Havre, Rouen, Oissel, Saint-Etienne du Rouvray, Dieppe, Bréauté, Serqueux, Saint-Aubin-sur-Scie, Longueville-sur-Scie, Auffay…

Nous continuerons à porter auprès de la Région Normandie, qui a revendiqué la casquette de chef de gare en promettant des améliorations concrètes, les besoins exprimés par les usagers normands. Nous avons rappelé ce matin qu'un schéma du train et de la mobilité s'il doit rapprocher les Normands de Paris doit aussi rapprocher les Normands entre eux ».

Contact presse : 06 48 57 57 13